DIAL 3341

AMÉRIQUE LATINE - La Chine avance ses pions

Raúl Zibechi

jeudi 15 octobre 2015, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Depuis la doctrine Monroe (1823), l'Amérique latine a souvent été considérée par son puissant voisin du nord comme son « arrière-cour » et une « chasse gardée ». Cet article de Raúl Zibechi, publié le 10 février 2015 par le Programme des Amériques, détaille les avancées de la Chine dans la région.

« Les États-Unis ne sont plus désormais notre partenaire privilégié. Notre partenaire privilégié est maintenant la Chine » a déclaré le ministre des relations extérieures équatorien, Ricardo Patiño, lors de la clôture du troisième sommet de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), au Costa Rica, le 29 janvier.

« La Chine est disposée à travailler avec les États d'Amérique latine et des Caraïbes sur le long terme et dans une perspective stratégique, pour construire une nouvelle plateforme de coopération collective entre les deux parties », avait souligné le président Xi Jinping, en ouverture du premier Forum Chine - CELAC, le 8 janvier à Beijing (Xinhua, 8 janvier 2015).

La Déclaration de Beijing, signée par les 33 ministres des affaires étrangères de la CELAC, prévoit un plan quinquennal de coopération ainsi qu'une seconde réunion en 2018, au Chili.

Les deux rencontres ont été coordonnées. Le gouvernement chinois a annoncé son intention de doubler le commerce bilatéral avec la région, jusqu'à 500 milliards de dollars en 2025. À y regarder de plus près, ce n'est pas si important car « le commerce bilatéral a été multiplié par 22, entre 2000 et 2013 », ce qui a eu pour effet que la Chine passe « du statut de partenaire mineur à celui d'acteur central du commerce extérieur de la région », peut-on lire dans le rapport de la CEPAL consacré au Premier forum CELAC - Chine [1].

Dans son discours lors du forum, le président Xi a déclaré que, au cours de la prochaine décennie, la Chine allait investir 250 milliards dans la région, qui seront destinés non seulement à l'extraction de matières premières, comme c'était le cas jusqu'à présent, mais aussi à des investissements dans des infrastructures (transport, chemin de fer, ports et routes) ainsi que dans des projets de recherche, technologie et développement.

Alicia Bárcena, directrice exécutive de la CEPAL, a fait remarquer que « la Chine peut devenir une alternative importante pour la région au cours de l'année », caractérisée par la baisse du prix des matières premières et une croissance très modeste estimée à peine 2% (Xinghua, 31 janvier 2015).

Selon Bárcena, la Chine est en train de changer de modèle, ce qui offre de nouvelles et meilleures opportunités pour la région. « La Chine était un pays qui investissait beaucoup et consommait peu, mais actuellement les investissements sont en baisse et la consommation en hausse. Cela signifie que les investisseurs chinois vont chercher où investir et l'Amérique latine est concernée. »

Osvaldo Rosales, directeur du commerce international et de l'intégration de la CEPAL, a mis en avant

l'engagement chinois de passer avec la région « un accord équitable de bénéfice mutuel avec un modèle de coopération ouvert et incluant » dont un des orientations centrales doit être le développement de l'Amérique latine et la diversification de ses exportations (Xinhua, 31 janvier 2015).

En quête de matières premières

Il y a encore quatre ans à peine, les relations entre les pays de l'Amérique latine et la Chine se limitaient à l'intérêt asiatique pour l'achat de matières premières : hydrocarbures, minerais et oléagineuses. Dans certains cas, la Chine a avancé d'énormes sommes pour s'assurer un approvisionnement en pétrole, comme dans le cas du Venezuela qui réoriente actuellement ses exportations des États-Unis au géant asiatique.

Entre 2005 et 2013, le Venezuela a reçu 50 milliards de dollars, en majorité en échange de pétrole, mais aussi en crédits pour la construction de logements et des travaux d'infrastructure (*Valor*, 4 avril 2013). D'autres sources affirment que les seuls crédits pétroliers s'élèvent à 40 milliards de dollars (Econochina.com, 11 janvier 2015).

Avec l'Équateur, les accords sur les hydrocarbures et les minerais ont été similaires, avec l'avance de liquidités en échange de matières premières. Cela permet à des gouvernements qui n'ont pas accès aux crédits internationaux de disposer de liquide pour faire tourner la machine de l'État. Dans le cas de l'Équateur, la somme était de 8 milliards de dollars.

Selon le vice-président, Jorge Glas, « la Chine nous prête sans imposer les conditions qu'impose le FMI », insistant sur le fait que la relation n'est pas conditionnée mais plus diversifiée, incluant une aide pour la construction d'une raffinerie sur le Pacifique et pour au moins sept centrales hydroélectriques (Econochina.com, 26 janvier 2015).

De cette façon, le pays asiatique s'est assuré un flux permanent de matières premières, dont dépend son industrie en plein essor et sa population de mieux en mieux alimentée. Deux chiffres : le PIB *per capita* est passé de 205 dollars en 1980 à 4289 dollars en 2010 ; 46% provient du secteur industriel.

C'est pour cette raison que 83% des acquisitions des entreprises chinoises en Amérique latine se sont concentrées sur l'énergie et les ressources naturelles. La Chine consomme 36% des oléagineuses qui sont exportées dans le monde, 19% des minerais et 20% des combustibles. Elle est le premier consommateur d'aluminium, de cuivre, d'étain, de zinc, de soja et le second de sucre et de pétrole [2]. Cette énorme consommation détermine ses importations et ses relations commerciales avec l'Amérique latine.

La croissance industrielle se traduit par des changements de son modèle exportateur. La Chine enregistre une forte croissance de ses ventes de biens d'équipement et de produits requérant des investissements importants en recherche et développement, au point que la Chine réalise 20% des exportations mondiales de biens d'équipement.

Ce type de commerce (matières premières contre biens manufacturés) renforce les asymétries historiques qui affectent la région. Selon la CEPAL, le panier exportateur des pays latino-américains vers le Chine est beaucoup moins diversifié qu'il ne l'est vers le reste du monde. En 2013, les produits primaires ont représenté 73% des exportations de la région vers la Chine, contre seulement 41% de ses envois au reste du monde. Au contraire, les produits manufacturés ont représenté à peine 6% de ventes à la Chine contre 42% au reste du monde.

En retour, 92% des importations venues de Chine sont des produits manufacturés, contre 69% des produits issus du reste du monde. Tous les pays de la région exportent moins de produits vers le Chine que vers les autres destinations. En 2013, l'Uruguay a exporté 1387 produits différents vers les pays de la CELAC, 434 vers les États-Unis, 1024 vers l'Europe et seulement 106 vers la Chine. Le Brésil et le Mexique, pays dont les exportations sont les plus diversifiées, ont présenté un profil similaire : presque 4000 produits vendus à la CELAC contre un peu plus de 1000 vers la Chine.

Il est claire que, jusqu'à maintenant, le modèle des relations commerciales de la Chine avec l'Équateur et le Venezuela, deux partenaires clés, a peu évolué par rapport aux modèles d'échanges instaurés depuis l'époque coloniale.

Alliance à large spectre

Une tour moderne de 27 étages, couronnée par une arche rectangulaire, installée au cœur de Puerto Madero – c'est la première vision des voyageurs qui arrivent par bateau au port de Buenos Aires. Au sommet du « green building », on distingue quatre lettres, ICBC, qui correspondent au sigle de la Banque industrielle et commerciale de Chine dont le portefeuille a été acheté à la Standard Bank qui occupait l'immeuble jusqu'à 2011. Il s'agit de la banque la plus grande du monde, en termes de capitalisation boursière, de rentabilité et de dépôts de clients. C'est aussi la référence la mieux cotée du marché financier, au niveau mondial.

ICBC Argentine a hérité des 103 succursales de la Standard Bank états-unienne, réparties dans 17 provinces, avec 3000 employés, un million de clients et plus de 30 000 entreprises, occupant le septième rang dans le classement des banques privées du pays (*Crónica*, 8 avril 2013). D'une certaine manière, elle est le symbole d'une présence qui va bien au-delà de l'exploitation minière à ciel ouvert et des importations massives de soja.

En 2010 a eu lieu un tournant dans les relations entre la Chine et l'Amérique latine. Dans les deux décennies antérieures à 2010, la région a reçu presque 7 milliards de dollars en investissement étranger direct en provenance de Chine. Mais cette année-là, on a enregistré 14 milliards, concentrés sur deux acquisitions dans l'industrie pétrolière : SINOPEC au Brésil et CNOOC en Argentine.

Au cours des années suivantes, le haut niveau d'investissement direct chinois s'est maintenu, centré principalement sur le secteur minier et les hydrocarbures, mais avec une tendance à la diversification. En 2014, la Chine a financé l'achat de trains pour l'Argentine, à hauteur de 10 milliards de dollars (*Valor*, 14 septembre 2014).

Les investissements dans les industries manufacturières se sont concentrés sur le Brésil. La tendance est à installer une usine après des années d'exportation de ses produits vers le pays pour, selon la CEPAL, contourner les restrictions aux importations. L'ouverture de la première usine Chery [3] au Brésil inaugure une nouvelle étape. Elle produira 150 000 véhicules par an, avec trois mille employés ; elle exportera vers toute la région et ouvrira un centre de recherches technologiques à Jacareí, dans l'État de São Paulo.

Nous assistons ainsi à un processus de diversification, encore à ses débuts, qui conduit les capitaux chinois à s'orienter vers des travaux d'infrastructures, des services et des manufactures. En Équateur, aux investissements dans le secteur minier et pétrolier s'ajoutent de nouveaux contrats en matière de sécurité citoyenne, santé publique, sécurité routière et dans le secteur de l'eau. 20 entreprises chinoises sont ainsi présentes, avec des projets dans dix secteurs de l'économie, financés par l'Eximbank et la Banque chinoise de développement (Planv.com, 27 décembre 2014).

Dans le cadre d'un Système intégré de sécurité citoyenne, l'entreprise de technologie chinoise CEIEC a installé des centaines de caméras sur les routes et dans les villes, dont les images sont collectées et mises en réseau pour des institutions comme les pompiers et la police mais aussi pour les services d'urgence et de circulation routière. Elle a installé de même des GPS et des caméras dans 55 000 autobus. Une société chinoise également, la CAMEC, a construit en un temps record les quatre hôpitaux publics les plus grands de la côte, à Guayaquil, Portoviejo et Esmeraldas et fourni 200 ambulances.

Dans les années à venir, on prévoit que le financement chinois permettra, après de longues tractations, la mise sur pied de la raffinerie du Pacifique, du métro de Quito, et de plus de 200 écoles.

Le cas de l'Argentine est, pour ce qui concerne la diversification, le plus emblématique de tous, avec celui

du Brésil. Au milieu de l'année 2014, Cristina Fernández a initié un rapide rapprochement avec la Chine qui s'est conclu par la Convention complémentaire de coopération d'infrastructures, approuvée fin décembre par le Sénat. La Chine sera prioritaire dans les secteurs de l'énergie, de l'exploitation minière, de l'agriculture et du développement de parcs industriels ; elle bénéficiera, en outre, d'avantages fiscaux et de la concession directe de travaux publics sans appel d'offres (*O Estado de S. Paulo*, 18 janvier 2015).

Comme partie de l'accord, la Chine a approuvé un transfert de 11 milliards de dollars qui sont venus grossir les réserves internationales argentines et seront utilisés pour la construction de deux centrales hydroélectriques dans la province de Santa Cruz et pour l'achat de matériel ferroviaire en grande quantité, des wagons notamment, pour rénover les trains vétustes.

Au cours de la visite de Cristina Fernández en Chine, début février, a été signé un accord pour l'aide à la construction de la quatrième et de la cinquième centrale nucléaire, dans les deux cas, avec des composants fabriqués en Argentine, à hauteur de 70 et 50%.

La présidente a déclaré que « l'Argentine désire augmenter la quantité d'échanges de devises avec la Chine, elle souhaite la bienvenue aux constructeurs automobiles et aux compagnies de télécommunications chinoises pour qu'ils construisent des usines dans le pays, et qu'elle compte sur la participation de nouvelles entreprises chinoises dans l'exploitation des ressources en potasse et en lithium de l'Argentine (Xinghua, 5 février 2015).

Un nouveau commencement

Cet accord a suscité de fortes critiques au Brésil car l'Argentine est le principal débouché de son industrie. « Il y a eu une erreur stratégique brésilienne », a déclaré Klaus Müller, de l'Association brésilienne de l'industrie des machines et équipements. « La perte de parts de marché des produits brésiliens, en faveur des produits chinois va désormais augmenter en Argentine, portant préjudice à l'industrie nationale. » (*Estado de Sao Paulo*, 18 janvier 2015).

En 2014, les importations argentines de produits brésiliens ont diminué de 25%. Dans le secteur des machines, la baisse a été de 34%, contre une augmentation de 14% des importations en provenance de Chine. Les médias du milieu des affaires brésilien estiment que 2014 a été « l'année où l'influence de la Chine sur l'Argentine est devenue plus visible » (*Valor*, 14 septembre 2014).

Il est clair que la diversification des investissements chinois « vers des secteurs distincts de celui des industries extractives, tels que le secteur manufacturier, les services et les infrastructures », mise en avant par la CEPAL, ne pourra pas s'effectuer sans conflits.

Les trois quarts des exportations argentines vers la Chine sont du soja en grain, et à peine 13% est constitué de soja transformé. Plus de 70% des exportations du Brésil (sixième puissance industrielle du monde) vers la Chine sont du soja en grain et du minerai de fer. Il ne sera pas facile de changer ce modèle.

Apparaissent cependant des niches d'authentique coopération dans le domaine de la défense. Le Venezuela va développer avec la Chine une usine de satellites de petites dimensions, pesant jusqu'à une tonne. En octobre 2014, le Venezuela a chargé la Chine de la construction et mise en orbite de son troisième satellite, l'Antonio José de Sucre, qui sera le second satellite de reconnaissance après le Francisco de Miranda (lancé en 2012) – le premier satellite, le Simón Bolívar de télécommunications a été lancé en 2008.

Cette année, sera inauguré le Centre de recherche et développement spatial à Puerto Cabello, où auront lieu la conception, l'assemblage, l'intégration et la vérification des satellites destinés à la mise en orbites basses (defensa.com, 2 février 2015).

Des entreprises chinoises ont des liens avec le système intégré de défense de l'Amazonie brésilienne, ainsi qu'avec d'autres secteurs de la défense dans différents pays de la région. Dans le même registre, la Chine

vient de proposer des navires de patrouille océanique à l'Argentine et à l'Uruguay, à des prix très inférieurs à ceux des Occidentaux ; elle a aussi offert des avions d'entraînement et de combat à la Bolivie, au Venezuela et à l'Équateur.

Lors de sa visite récente à Beijing, la présidente argentine a signé « de vastes et ambitieux accords de défense » qui peuvent influencer les choix que feront ses voisins dans l'avenir (defensa.com, 2 février 2015). Il est possible que le domaine de la défense offre des occasions de relations différentes de celles que les pays latino-américains ont eu avec les pays développés, pour lesquels ces pays sont au mieux des marchés pour placer leurs produits.

« La Chine est en train de devenir le leader mondial de l'innovation technologique » assure le professeur brésilien de politique économique, José Luis Fiori, un des analystes de géopolitique les plus perspicaces (Outraspalavras, 4 juin 2013). Suivant l'exemple des États-Unis, il y a sept décennies, « cette avancée s'appuie sur la recherche militaire » car elle développe des technologies « duales », applicables tant dans l'industrie civile que dans l'industrie militaire. Cela indique que la Chine a dépassé la période où elle se développait en copiant des technologies occidentales.

Les avancées chinoises en microélectronique, informatique, télécommunications, énergie nucléaire et solaire, biotechnologie et dans le domaine aérospatial, démontrent que la recherche et l'innovation de pointe ne peuvent rester dans les seules mains du marché. Quelque chose de similaire s'est produit avec les États-Unis, avant qu'ils ne deviennent un empire. La coopération dans des domaines aussi sensibles que les technologies les plus avancées peut servir de test pour savoir si la puissance asiatique, qui prétend prendre la relève de l'empire, est porteuse de relations entre États capables de modifier les inégalités historiques.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3341.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : Programme des Amériques, 10 février 2015.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] « Explorando espacios de cooperación en comercio e inversión », CEPAL, janvier 2015.

[2] Revue *Tempo do Mundo*, IPEA, Brasilia, avril 2013, p. 8 et 15.

[3] Constructeur automobile chinois – note DIAL.